

***Bulletin des actes administratifs***  
***Université Claude Bernard Lyon 1***

*Numéro 356 du 5 mars 2026*

# Bulletin des actes administratifs Université Claude Bernard Lyon 1

**5 mars 2026**

Arrêté n°030-2026-DSI-015 portant délégation de signature à l'ILM, UMR 5306

Arrêté n°031-2026-DES-010 portant désignation du chargé de mission Structures ;

Arrêté n°020-2026-ELE-002 portant organisation des élections des représentants des usagers et des personnels au sein des conseils des composantes ;

Arrêté rectificatif n° 032-2026-ELE-003 de l'arrêté n°020-2026-ELE-002 portant organisation des élections pour le renouvellement des représentants du collège usagers et des personnels aux conseils des composantes;

Arrêté consolidé n°033-2026-ELE-004 portant organisation des élections pour le renouvellement des personnels et des usagers au sein des conseils des composantes;

Arrêté n°034-2026-ELE-016 portant délégation de signature à l'école Polytech.

**DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES**  
Bureau des Affaires Juridiques  
Maison de l'Université - Domitien DEBOUZIE  
Domaine scientifique de la Doua  
7, bd André Latarjet  
69622 VILLEURBANNE cedex

***Arrêté n° 030-2026-DSI-015 portant délégations de signature au  
responsable de l'Institut Lumière Matière (ILM), UMR 5306***

\*\*\*

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE,**

*Vu le Code de l'Education et notamment ses articles L.712-2 ; L.713-1 ; L.713-4 ; L.713-9 ; L.714-1 ; L.714-2 ; L.953-2 ;*

*Vu le procès-verbal du 20 mars 2025 proclamant l'élection de M. Bruno LINA en qualité de Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;*

**ARRETE**

**Article 1 :** Délégation est donnée à **M. Philippe DUGOURD**, directeur de l'ILM, UMR 5306, aux fins de signer les actes relevant des domaines suivants :

**1.1. En matière de gestion financière :**

1.1.1. Tous les actes relatifs à l'exécution du budget propre du CF R685306 dont il a la responsabilité ;

1.1.2. Tous les actes relatifs à l'exécution du budget propre des centres financiers rattachés à l'unité dans l'UB 933 (Activités Industrielles et Commerciales) ;

**1.2. En matière de marchés publics :**

1.2.1. Les contrats de fournitures et de services jusqu'à 90.000 € HT, en l'absence de marchés contractés par l'université dans le respect des dispositions du règlement intérieur des marchés publics de l'université.

### **1.3. En matière de gestion de personnels :**

1.3.1. Les convocations et ordres de missions pour les personnels agissant pour le compte de l'université pour des missions en France et au sein de l'Union Européenne. Il est rappelé que sont exclus de cette délégation : les déplacements à l'étranger (hors Union Européenne) et les ordres de mission permanents ;

1.3.2. Les états de frais de déplacements temporaires des personnes extérieures intervenant pour le compte du laboratoire ;

### **1.4. En matière de convention de stage :**

Les conventions de stage pour l'accueil des étudiants internes et externes à l'UCBL.

### **1.5. En matière de sécurité au travail :**

Tous les actes suivants relatifs à la santé et à la sécurité des personnels doctorants, étudiants, placés sous l'autorité du directeur :

- Fiche Individuelle d'Exposition (FIE-RC, FIE-RI et FIE-ROA)
- Habilitation (appareil de levage et de manutention, autoclave, électrique,)
- Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux
- Document de transport (dont matières dangereuses)
- Déclaration de mise en service à la Préfecture des équipements sous pression
- Déclaration des matières nucléaires auprès de l'IRSN
- Déclaration annuelle des stocks de précurseurs chimiques de drogues
- Déclaration client pour les précurseurs explosifs
- Déclaration d'exonération des droits d'accise applicables à l'alcool
- Demande d'autorisation préalable relative aux importations d'échantillons de recherche et de diagnostic d'origine animale en provenance de pays tiers à l'Union européenne.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, **M. Christophe DUJARDIN**, directeur adjoint, reçoit délégation pour signer les actes mentionnés aux articles 1.1 et 1.3.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 1 et 2, **Mme Audrey DELVART**, responsable du pôle Finances, reçoit délégation pour signer les actes mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exception de l'article 1.2, 1.4 et 1.5.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 1 et 2, **M. Oiasfi CHAABNIA**, DGS adjoint finances - DSF, reçoit délégation pour signer tous les actes relatifs à l'exécution du budget propre des centres financiers de l'UB 05.

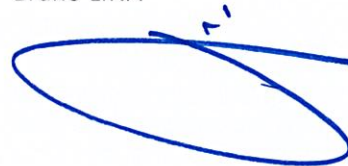
**Article 5** : L'arrêté n° 242-2025-DSI-164 est abrogé. Les dispositions de la présente décision prendront fin, sauf modifications, au plus tard à la fin du mandat du Président de l'Université ou en cas de changement de fonction du/des délégué(s).

**Article 6** : La Directrice Générale des Services de l'Université est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par tout moyen susceptible d'en assurer la plus large diffusion et notamment au bulletin des actes administratifs de l'Université. Cet arrêté sera transmis à Mme la Rectrice, Chancelière des Universités.

Villeurbanne, le 03 mars 2026,

Le Président de l'université,

Bruno LINA



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa publication

**ARRETE n° 031-2026-DES-010 portant désignation du chargé de mission de la  
commission Structures de l'Université Claude Bernard Lyon 1**

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITÉ**

*Vu le code de l'éducation ;*

*Vu les statuts de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et notamment l'article 29 ;*

*Vu le règlement intérieur de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et notamment l'article 8 a) ;*

*Vu l'arrêté de proclamation de l'élection du président de l'université en date du 20 mars 2025 ;*

**ARRÊTE**

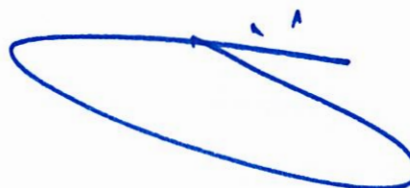
**Article 1<sup>er</sup> :** M. Antoine CAZES est nommé chargé de mission Structures de l'Université Claude Bernard Lyon 1.

Sa lettre de mission est annexée au présent arrêté.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera porté à la connaissance des personnels et usagers par voie de publication sur les sites internet et intranet de l'université. La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Villeurbanne, le 03 mars 2026,

Le Président de l'Université



M. Bruno LINA

## **Lettre de mission pour le chargé de mission Structures de l'Université Claude Bernard Lyon 1**

**Contexte** : L'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) est structurée autour de 16 composantes de tailles différentes couvrant les domaines de la médecine, des sciences et de l'ingénierie. Elle est dotée d'une commission Structures qui étudie, pour le conseil d'administration, toute demande de rédaction et ou de révision des statuts et règlement intérieur (RI) de l'UCBL ainsi que les statuts de ses composantes et services communs. Afin d'améliorer le fonctionnement de l'UCBL, il est prévu une restructuration interne avec l'objectif de fluidifier les circuits décisionnels, en s'appuyant sur une décentralisation et une plus forte autonomie des acteurs en responsabilité dans les composantes et services communs.

**Mission** : En collaboration avec la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI) de l'UCBL, et sous la responsabilité de la vice-présidence du conseil d'administration, le chargé de mission Structures de l'UCBL se voit confier son pilotage et son animation.

### **Objectifs :**

- Répondre aux saisines du président, de la gouvernance, des composantes et des services communs pour la révision de leurs statuts ;
- Travailler à une harmonisation des statuts des composantes d'une part, des services communs d'autre part ;
- Accompagner les directions des composantes et services communs lors des créations et restructurations internes en les assistant à l'écriture ou à la révision de leurs statuts ;
- Accompagner les coordinateurs de la restructuration en pôles en facilitant le dialogue avec les composantes concernées, et en contribuant au plan de mise en œuvre de cette restructuration ;
- Coordonner la rédaction, avec la DAJI, des nouveaux statuts et RI de l'UCBL qui découleront de cette restructuration ;
- Coordonner la rédaction, avec la DAJI, des nouveaux statuts qui découleront de cette restructuration pour les composantes concernées ;
- Rendre compte des travaux de la commission Structures auprès du conseil d'administration afin d'éclairer les administrateurs dans leur prise de décision.

**ARRETE N°020-2026-ELE-002 PORTANT ORGANISATION DES ELECTIONS  
POUR LE RENOUVELLEMENT DES REPRESENTANTS DES PERSONNELS ET DES  
USAGERS AU SEIN DES CONSEILS DES COMPOSANTES**

**Le Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,**

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L. 712-3, L. 719-1, L. 719-2 et D. 719-1 à D.719-40 ;

Vu les articles 2 à 17 du décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2 du 7° de l'article 5 et de l'article 15 ;

Vu les statuts de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;

Vu les statuts de l'Observatoire de Lyon, du département-composante mécanique, du département-composante informatique, du département-composante GEP, de la faculté de médecine Lyon-Est, de la faculté des sciences, de la faculté d'odontologie et de l'UFR Biosciences ;

Vu le décret n°2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n°2024-841 du 16 juillet 2024 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la décision cadre fixant les modalités d'organisation des élections par vote électronique en date du 21 janvier 2021 ;

Vu l'avis du comité électoral consultatif rendu le 25 février 2026 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : SIEGES A POURVOIR ET DUREE DES MANDATS**

**Article 1.1 : ELECTION DES REPRESENTANTS DES PERSONNELS**

<b>Composante</b>	<b>Collège</b>	<b>Sièges à pourvoir</b>	<b>Complet/partiel</b>
OSU	Collège A	1 siège	Partiel
Département-composante mécanique	Collège A	6 sièges	Complet
	Collège B	6 sièges	
	Collège BIATSS	2 sièges	

Département composante informatique	Collège A	5 sièges	Complet
	Collège B	5 sièges	
	Collège BIATSS	1 siège	
Département-composante GEP	Collège A	4 sièges	Complet
	Collège B	4 sièges	
	Collège BIATSS	3 sièges	
Faculté de médecine Lyon-Est	Collège BIATSS	1 siège	Partiel

Les représentants des personnels sont élus pour **une durée de 4 ans**.

Le représentant du collège A de l'OSU et le représentant du collège BIATSS de la faculté de médecine Lyon-Est sont élus pour la durée du mandat restant à courir.

#### **ARTICLE 1.2. L'ELECTION DES REPRESENTANTS DES USAGERS**

Composante	Collège	Sièges à pourvoir	Complet/Partiel
Faculté des sciences	Collège usagers	3 titulaires/3 suppléants	Complet
Faculté d'odontologie	Collège usagers	4 titulaires/4 suppléants	Complet
OSU	Collège usagers	2 titulaires/2 suppléants	Complet
Département-composante mécanique	Collège usagers	1 titulaire/1 suppléant	Partiel
UFR Biosciences	Collège usagers	4 titulaires/4 suppléants	Complet

Les représentants des usagers sont élus pour **une durée de 2 ans**.

Le représentant des usagers du département-composante mécanique est élu pour la durée du mandat restant à courir.

#### **ARTICLE 2 : DUREE DU SCRUTIN**

**Les scrutins auront lieu par voie électronique :**

**DU MERCREDI 1<sup>ER</sup> AVRIL 2026 A 8H00 AU JEUDI 2 AVRIL 2026 A 16H00.**

### ARTICLE 3 : LES MODALITES D'ORGANISATION DU SCRUTIN

Les représentants des personnels et des usagers des conseils cités à l'article 1 sont élus au scrutin de liste à un tour à la proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage. Chaque électeur vote pour une liste de candidats.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul siège à pourvoir pour un collège déterminé dans le cadre d'un renouvellement partiel, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Cette élection est organisée **sous la forme exclusive d'un vote électronique** qui respecte les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment **la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.**

Le vote par correspondance n'est pas autorisé.

Les procurations ne sont pas autorisées.

### ARTICLE 4 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE VOTE ELECTRONIQUE

Le système de vote électronique mis en œuvre par le prestataire de vote respecte les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, smartphone) sans aucun téléchargement d'une application quelconque.
- Le système de vote envoie un e-mail qui comportera le mot de passe de l'électeur et l'URL permettant d'accéder à la page de connexion. Sur cette page web, pour se connecter, l'électeur pourra saisir son identifiant qui sera un identifiant interne à l'université (n° matricule SIHAM pour les personnels et N°INE pour les étudiants), le mot de passe reçu par mail et la réponse à la question défi. La question « défi » non triviale est constituée d'une combinaison du jour, mois et département de naissance ;
- Chaque électeur recevra au moins quinze jours avant le premier jour du scrutin une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales ;
- *Via* le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins : listes de candidats, profession de foi et composition des bureaux de vote ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux candidatures lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran selon un ordre aléatoire à chaque connexion à la plateforme de vote. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son intention de vote. Celle-ci apparaîtra clairement à l'écran avant validation et pourra être modifiée avant validation. La validation rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression du suffrage exprimé ;
- Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment ;
- L'émargement fait l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.
- Un centre d'appels téléphonique est accessible par un numéro vert, chargé de répondre aux questions des électeurs pendant toute la période de vote sera mis en place ;
- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants et/ou mots de passe, sera mise en place.

Le système de vote électronique fera l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties prévues par le code général de la fonction publique est confiée à la société ITEKIA.

## ARTICLE 5 : MODALITES D'ACCES AU VOTE POUR LES ELECTEURS NE DISPOSANT PAS D'UN POSTE INFORMATIQUE

Dans l'hypothèse où un électeur ne disposerait pas d'un poste informatique, il sera mis à sa disposition un ou plusieurs postes informatiques dédiés en libre-service dans des conditions assurant la confidentialité du vote. La durée de mise à disposition est de la durée du scrutin.

L'accessibilité au matériel sera celle des périodes d'ouverture du service responsable de la surveillance du poste informatique concerné.

L'électeur pourra se faire assister pour voter par un électeur de son choix.

La localisation et les horaires d'accès de ces postes dédiés seront portés à la connaissance des électeurs au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin.

## ARTICLE 6 : BUREAU DE VOTE

Il est créé un bureau de vote par composante et un bureau de vote centralisateur pour l'ensemble des scrutins. Chaque bureau de vote est composé d'un président et d'un secrétaire désignés par le président de l'université. Les bureaux de vote comprennent également un délégué de liste désigné par chacune des listes candidates.

Le rôle du bureau de vote centralisateur est de :

- Procéder aux opérations de scellement et de dépouillement.
- Se prononcer sur les difficultés qui s'élèvent touchant des opérations électorales.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Les membres des bureaux de vote bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique utilisé.

La composition nominative des bureaux de vote sera précisée par arrêté ultérieur.

## ARTICLE 7 : CLES DE CHIFFREMENT

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins 2 clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de liste.

Chaque clé est attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qu'ils ont seules connaissances du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

La répartition des clés de chiffrement se fait dans le respect des règles suivantes :

- Au moins 3 clés de chiffrement sont éditées et attribuées aux délégués de liste (par tirage au sort au début de la réunion de scellement).
- Au moins une clé est attribuée au président du bureau de vote et son représentant.

Une séance de répartition des clés de chiffrement et de scellement des urnes aura lieu le **mardi 31 mars 2026** (l'horaire sera précisé ultérieurement).

## ARTICLE 8 : LISTES ELECTORALES ET CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure pas sur les listes électorales.

La composition des collèges électoraux est présentée en **annexe n°1** du présent arrêté.

Les conditions d'exercice du droit de suffrage sont fixées par les articles D. 719-7 et suivants du code de l'éducation (**cf. annexe n°2**)

Nul ne peut exercer plus de deux fois son droit de vote pour l'élection des conseils d'unités.

Les listes électorales sont arrêtées par le président. Elles sont publiées au plus tard le **jeudi 12 mars 2026** et peuvent être consultées :

1. Sur l'espace intranet de chaque composante concernée.
2. Auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles de l'université (site de la DOUA - Bâtiment MUDD- 1<sup>er</sup> étage).

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office sur les listes électorales des électeurs dont l'inscription est soumise à une demande de leur part.

Toute personne remplissant les conditions pour être inscrite d'office qui constaterait que son nom ne figure pas sur les listes électorales peut demander à faire procéder à son **inscription jusqu'à la veille de la réunion de scellement des urnes selon les modalités définies en annexe n°3 du présent arrêté.**

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part devront en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la date de la réunion de scellement des urnes, soit **au plus tard le jeudi 26 mars 2026**, dans les conditions prévues à **l'annexe n°3** du présent arrêté.

Les demandes d'inscription ou de rectification des listes électorales s'effectuent par l'envoi d'un formulaire prévu à cet effet par courriel à l'adresse électronique dédiée aux élections : [daji.listes.electorales@univ-lyon1.fr](mailto:daji.listes.electorales@univ-lyon1.fr).

#### **ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET CANDIDATURES**

Sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Le dépôt des candidatures, dont les modalités sont présentées en **annexe n°4** du présent arrêté, est obligatoire. Il se déroule à compter de la publication du présent arrêté **jusqu'au vendredi 20 mars 2026 à 12h00.**

En cas d'inéligibilité d'un candidat, le comité électoral consultatif sera consulté pour avis au plus tard le **vendredi 20 mars après-midi**. Le cas échéant, le délégué de liste en sera informé et il lui sera demandé qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum d'un jour franc à compter de cette demande. A l'expiration de ce délai, les listes qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées à l'article D. 719-22 du code de l'éducation seront rejetées.

Les listes de candidats seront affichées (par ordre alphabétique des listes) dans les locaux universitaires et accessibles sur le site de vote au plus tard **le lundi 23 mars 2026.**

#### **ARTICLE 10 : PROPAGANDE ELECTORALE**

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats.

La propagande est autorisée à compter de la publication du présent arrêté, y compris le jour du scrutin. Cependant, elle est interdite pendant toute la durée du scrutin dans les lieux où sont installés les postes informatiques dédiés.

Avant la date de publication des candidatures recevables, les candidats potentiels et les listes de candidats potentiels assurent la diffusion de leur propagande électorale **par leurs propres moyens**.

La propagande électorale ne doit pas occasionner de trouble ou d'interruption de service.

### **Affichage et tractage**

L'affichage s'exerce dans le respect des dispositions du règlement intérieur de l'université. L'affichage relatif aux élections est autorisé sur les panneaux spécifiques. Tout affichage sauvage est interdit.

### **Réservation de salles**

Les candidats et personnels souhaitant participer à la campagne peuvent tenir des réunions publiques au sein de l'établissement.

La mise à disposition des salles n'est possible qu'en fonction de leur disponibilité, sous réserve du respect des règles de sécurité, du fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et des horaires d'ouverture et de fermeture des locaux.

### **ARTICLE 11 : DEPOUILLEMENT**

Aucun résultat ne sera accessible pendant le déroulement du scrutin.

A la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

Les opérations de dépouillement sont publiques et organisées par visioconférence **jeudi 2 avril 2026** (l'horaire sera précisé ultérieurement).

Le dépouillement sera actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du bureau désignés conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Le décompte des voix obtenues par chaque liste apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Il est rappelé que tout électeur peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats.

Le procès-verbal de dépouillement sont transmis au Président du bureau de vote et au Président de l'Université qui proclamera les résultats.

### **ARTICLE 12 : PROCLAMATION DES RESULTATS**

Les résultats sont proclamés par le président de l'université **au plus tard le lundi 6 avril 2026**.

### ARTICLE 13 : MODALITES DE RECOURS CONTRE LES ELECTIONS

Tout électeur peut invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif compétent.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

La commission de contrôle des opérations électorales assure les missions qui lui sont confiées par l'article D. 719-39 du code de l'éducation.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Les recours sont portés auprès du Président de la commission de contrôle des opérations électorales à l'adresse suivante :

*Monsieur ou Madame le Président de la CCOE,  
Secrétariat du tribunal administratif de Lyon,  
184 Rue Duguesclin,  
69003, LYON*

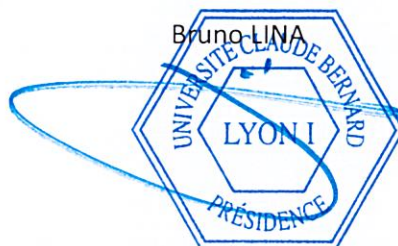
Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

### ARTICLE 12 : EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Les directeurs et directeurs administratifs des composantes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui tient lieu de convocation des collèges électoraux et sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et sur les espaces intranet des composantes concernées.

Fait à Villeurbanne, le 27 février 2026,

Le Président de l'Université,



ANNEXE N°1 : COMPOSITION DES COLLEGES ELECTORAUX

COLLEGE	COMPOSITION
Collège A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Professeurs des universités et professeurs des universités associés ou invités ;</li> <li>- Professeurs des universités praticiens hospitaliers et professeurs associés des universités ou invités dans les disciplines médicales ou odontologiques ;</li> <li>- Personnels d'autres corps de l'enseignement supérieur, assimilés aux professeurs par les arrêtés prévus à l'article 6 du décret n°92-70 du 20 janvier 1987 modifié relatif au Conseil national des universités ou à l'article 5 du décret n°87-31 du 20 janvier 1987 modifié relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ainsi que les enseignants associés ou invités dans certains établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Chercheurs de niveau des directeurs de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public ou reconnu d'utilité publique de recherche ;</li> <li>- Agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche du niveau des personnels mentionnés ci-dessus.</li> <li>- Spécificité pour les électeurs du collège A au sein du département composante GEP, du département-composante informatique et du département-composante mécanique : par dérogation au code de l'éducation, les enseignants-chercheurs affectés à l'UCBL mais rattachés administrativement à une autre composante et qui exercent des fonctions d'enseignement à la date du scrutin au sein du département-composante sont électeurs de droit, sous réserve d'exercer un nombre d'heure d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence sur l'année universitaire.</li> </ul>
Collège B	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les enseignants-chercheurs ou assimilés et les enseignants associés ou invités qui n'appartiennent pas au collège A ;</li> <li>- Les chargés d'enseignement définis à l'article L. 952-1 du code de l'éducation ;</li> <li>- Les autres enseignants ;</li> <li>- Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique de recherche qui n'appartiennent pas au collège A ;</li> <li>- Les personnels scientifiques des bibliothèques ;</li> <li>- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L.954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche qui n'appartiennent pas au collège A.</li> <li>- Spécificité pour les électeurs du collège B au sein du département composante GEP, du département-composante informatique et du département-composante mécanique : par dérogation au code de l'éducation, les enseignants-chercheurs affectés à l'UCBL mais rattachés administrativement à une autre composante et qui exercent des fonctions d'enseignement à la date du scrutin au sein du département-composante sont électeurs de droit, sous réserve d'exercer un nombre d'heure</li> </ul>

	d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence sur l'année universitaire.
<b>Collège BIATSS</b>	Les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et de services, les personnels bibliothèques (autres que les personnels scientifiques des bibliothèques) et les personnels des services sociaux et de santé. Il comprend également les membres des corps d'ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche.
<b>Collège usagers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les personnes régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours</li> <li>- Les personnes bénéficiant de la formation continue régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.</li> </ul>

## ANNEXE N°2 : CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

### Sont notamment électeurs et inscrits d'office dans les collèges correspondants :

1. Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement, ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée ;  
Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'un congé pour recherche ou conversion thématique ;  
Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge de service d'enseignement ;
2. Les agents contractuels recrutés par l'établissement pour une durée indéterminée en application de l'article L.954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche **sous réserve qu'ils effectuent dans l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence (64h EQTD), apprécié sur l'année universitaire 2025-2026 ;**
3. Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique, de recherche ainsi que les membres des corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche dans les collèges correspondants, sous réserve qu'ils soient affectés à une unité de recherche listée dans l'annexe du règlement intérieur de l'Université ;
4. Les personnels de recherche contractuels recrutés pour une durée indéterminée exerçant des fonctions d'enseignement ou de recherche **sous réserve que leurs activités d'enseignement soient au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence**, ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L.952-24 du code de l'éducation ;
5. Les personnels scientifiques des bibliothèques, sous réserve d'être affectés en position d'activité dans l'établissement, ou d'y être détachés ou mis à disposition, et de ne pas être en congé de longue durée ;
6. Les personnels titulaires des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS) qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée ;
7. Les agents BIATSS non titulaires sous réserve d'être affectés dans l'établissement et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent, en outre, être en fonctions

dans l'établissement à la date du scrutin pour une durée minimum de dix mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps.

8. **Les étudiants**, régulièrement inscrits en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours pour l'année universitaire 2025-2026 en cours et les personnes bénéficiant de la formation continue, régulièrement inscrite en vue de la préparation d'un diplôme a sein de l'Institut.

#### **Sont notamment électeurs inscrits sur demande dans les collèges correspondants :**

1. Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui ne remplissent pas les conditions prévues au premier alinéa de l'article D.719-9 du Code de l'éducation (qui ne sont pas affectés en position d'activité dans l'établissement, ou qui ne sont ni détachés ni mis à disposition) **mais qui exercent des fonctions à la date du scrutin dans l'établissement, sont électeurs sous réserve qu'ils y effectuent un nombre d'heures d'enseignement au moins égal à 64h EQTD dans l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026 ;**
2. Les autres personnels enseignants non titulaires à savoir les enseignants-chercheurs stagiaires, les personnels recrutés par CDD ou en qualité de vacataire (ATER, chargés d'enseignement vacataires, associés invités, doctorants contractuels, lecteurs et maîtres de langues étrangères...) **sous réserve qu'ils soient en fonctions à la date du scrutin, qu'ils effectuent au moins 64h EQTD dans l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026 ;**
3. Les personnels de recherche contractuels recrutés pour une durée déterminée **sous réserve que leurs activités d'enseignement soient au moins égales à 64h EQTD au titre de l'année universitaire 2025-2026, ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L. 952-24 du code de l'éducation.**
4. **Les auditeurs**, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits et qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants.

#### **ANNEXE N°3 : PROCEDURE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES**

L'inscription sur les listes électorales ne sera effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les personnes qui remplissent les conditions pour être inscrits d'office sur les listes électorales, peuvent présenter des demandes de modification **jusqu'à veille du jour du scrutin et avant la réunion de scellement des urnes.**

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est **subordonnée à une demande** doivent effectuer leur demande d'inscription **cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, soit au plus tard, jeudi 26 mars 2026.** Dans ce cas, les formulaires de demande d'inscription ou de rectification doivent être **préalablement visés par le directeur de la composante de rattachement du demandeur.**

Les formulaires de demande d'inscription, disponibles en ligne, doivent être adressés dûment complétés par voie électronique à la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI) à l'adresse suivante : [daji.listes.electorales@univ-lon1.fr](mailto:daji.listes.electorales@univ-lon1.fr). La DAIJ confirmera par retour de mail l'inscription sur la liste électorale appropriée.

#### **ANNEXE N°4 : PROCEDURE DE DEPOT DES CANDIDATURES**

Le dépôt des candidatures est obligatoire.

Seuls peuvent être candidats, au titre d'un collège donné, les électeurs inscrits sur la liste électorale du collège considéré.

## 1) Dossier de candidature

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires mis en ligne sur le site intranet de l'université.

Les dossiers de candidature sont composés des documents suivants :

- Pour les collèges dotés de plusieurs sièges à pourvoir :
  - o Formulaire de liste ;
  - o Déclarations individuelles de candidature. La déclaration individuelle doit être signée en original par chaque candidat.  
Pour les usagers, les déclarations individuelles de candidature doivent être accompagnées d'une photocopie de leur carte étudiante (2025-2026) ou, à défaut, du justificatif de scolarité ;
  - o Profession de foi (facultatif) (1 page recto-verso maximum, format A4, noir et blanc)
  - ① Chaque liste doit désigner un délégué de liste qui est également candidat et qui sera l'interlocuteur des services de l'Université pour les échanges relatifs aux candidatures de la liste. Il représentera la liste au sein du comité électoral consultatif.
  
- Pour les collèges dans lesquels un seul siège est à pourvoir :
  - o Déclaration individuelle de candidature signée en original par le candidat ;
  - o Profession de foi (facultatif) (1 page recto-verso maximum, format A4, noir et blanc)
  - ① Le candidat sera considéré comme « délégué de liste » et participera à ce titre au comité électoral consultatif.

Pour les élections des représentants étudiants, les listes doivent comprendre **au minimum** un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges de titulaires à pourvoir et **au maximum** un nombre de candidats égal au nombre de sièges de titulaire et de suppléants à pourvoir.

Pour les élections des représentants des personnels les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges à pourvoir.

## 2) Délais de modalités de dépôt des candidatures

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires téléchargeables en ligne. Les dossiers de candidatures doivent impérativement être déposés **avant le vendredi 20 mars 2026 à 12h00.**

- Soit auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI), Site de la DOUA, Bâtiment MUDD – 1<sup>er</sup> étage
- Soit par voie électronique à l'adresse [daji.elections@univ-lyon1.fr](mailto:daji.elections@univ-lyon1.fr)

Il est toutefois recommandé de déposer les candidatures **au moins deux jours avant** la date limite prévue afin de pouvoir régulariser celles-ci en cas d'irrecevabilité (ex : inéligibilité d'un candidat).

Le dépositaire de la candidature se verra remettre un accusé de réception qui ne constitue pas une validation de la candidature, mais qui atteste qu'elle a été déposée en temps utile.

## 3) Constitution des listes de candidature

Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

Pour l'élection des représentants des personnels, les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges à pourvoir.

Pour l'élection des représentants des usagers, les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir.

Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe, hors le cas de la formalité impossible (il appartient aux délégués des listes concernées de faire la démonstration qu'ils ont fait toute diligence pour constituer des listes alternées sans résultat).



**Arrêté rectificatif n°032-2026-ELE-003 de l'arrêté n°020-2026-ELE-002 portant organisation des élections pour le renouvellement des représentants du collège usagers et des personnels aux conseils des composantes**

*Vu le code de l'éducation ;*

*Vu les articles 2 à 17 du décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2 du 7° de l'article 5 et de l'article 15 ;*

*Vu le décret n° 2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;*

*Vu les statuts de l'UCBL ;*

*Vu l'arrêté électoral n°020-2026-ELE-002 ;*

**Le président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,  
Arrête**

**Article 1**

L'arrêté n°020-2026-ELE-002 est modifié en son article 1.1.

**Article 2**

Deux sièges de représentants du collège BIATSS sont vacants au sein du conseil de la faculté de médecine Lyon-Est.

Deux sièges de représentants du collège A sont vacants au sein du conseil de l'OSU.

Par conséquent, le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté est modifié comme suit :

Composante	Collège	Sièges à pourvoir	Complet/partiel
OSU	Collège A	2 sièges	Partiel
Département-composante mécanique	Collège A	6 sièges	Complet
	Collège B	6 sièges	
	Collège BIATSS	2 sièges	
Département composante informatique	Collège A	5 sièges	Complet
	Collège B	5 sièges	

	Collège BIATSS	1 siège	
Département-composante GEP	Collège A	4 sièges	Complet
	Collège B	4 sièges	
	Collège BIATSS	3 sièges	
<b>Faculté de médecine Lyon-Est</b>	<b>Collège BIATSS</b>	<b>2 sièges</b>	<b>Partiel</b>

Les représentants des personnels sont élus pour **une durée de 4 ans**.

Les représentants du collège A élus au sein du conseil de l'OSU ainsi que les représentants du collège BIATSS au sein du conseil de la faculté de médecine Lyon-Est sont élus pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 3**

Les autres dispositions de l'arrêté électoral restent inchangées.

Le présent arrêté sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et diffusion sur sites intranet ou internet des composantes concernées.

Fait à Villeurbanne, le 04 mars 2026,

Le président de l'université,

Bruno LINA



**ARRETE CONSOLIDE N°033-2026-ELE-004 PORTANT ORGANISATION DES  
ELECTIONS POUR LE RENOUELEMENT DES REPRESENTANTS DES  
PERSONNELS ET DES USAGERS AU SEIN DES CONSEILS DES COMPOSANTES**

**Le Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,**

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L. 712-3, L. 719-1, L. 719-2 et D. 719-1 à D.719-40 ;

Vu les articles 2 à 17 du décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2 du 7° de l'article 5 et de l'article 15 ;

Vu les statuts de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;

Vu les statuts de l'Observatoire de Lyon, du département-composante mécanique, du département-composante informatique, du département-composante GEP, de la faculté de médecine Lyon-Est, de la faculté des sciences, de la faculté d'odontologie et de l'UFR Biosciences ;

Vu le décret n°2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n°2024-841 du 16 juillet 2024 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la décision cadre fixant les modalités d'organisation des élections par vote électronique en date du 21 janvier 2021 ;

Vu l'avis du comité électoral consultatif rendu le 25 février 2026 ;

Vu l'arrêté électoral rectificatif n°033-2026-ELE-004 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : SIEGES A POURVOIR ET DUREE DES MANDATS**

**Article 1.1 : ELECTION DES REPRESENTANTS DES PERSONNELS**

<b>Composante</b>	<b>Collège</b>	<b>Sièges à pourvoir</b>	<b>Complet/partiel</b>
OSU	Collège A	2 sièges	Partiel
Département-composante mécanique	Collège A	6 sièges	Complet
	Collège B	6 sièges	

	Collège BIATSS	2 sièges	
Département composante informatique	Collège A	5 sièges	Complet
	Collège B	5 sièges	
	Collège BIATSS	1 siège	
Département-composante GEP	Collège A	4 sièges	Complet
	Collège B	4 sièges	
	Collège BIATSS	3 sièges	
Faculté de médecine Lyon-Est	Collège BIATSS	2 sièges	Partiel

Les représentants des personnels sont élus pour **une durée de 4 ans**.

Les représentants du collège A élus au sein du conseil de l'OSU ainsi que les représentants du collège BIATSS au sein du conseil de la faculté de médecine Lyon-Est sont élus pour la durée du mandat restant à courir.

#### **ARTICLE 1.2. L'ELECTION DES REPRESENTANTS DES USAGERS**

<b>Composante</b>	<b>Collège</b>	<b>Sièges à pourvoir</b>	<b>Complet/Partiel</b>
Faculté des sciences	Collège usagers	3 titulaires/3 suppléants	Complet
Faculté d'odontologie	Collège usagers	4 titulaires/4 suppléants	Complet
OSU	Collège usagers	2 titulaires/2 suppléants	Complet
Département-composante mécanique	Collège usagers	1 titulaire/1 suppléant	Partiel
UFR Biosciences	Collège usagers	4 titulaires/4 suppléants	Complet

Les représentants des usagers sont élus pour **une durée de 2 ans**.

Le représentant des usagers du département-composante mécanique est élu pour la durée du mandat restant à courir.

#### **ARTICLE 2 : DUREE DU SCRUTIN**

**Les scrutins auront lieu par voie électronique :**

**DU MERCREDI 1<sup>ER</sup> AVRIL 2026 A 8H00 AU JEUDI 2 AVRIL 2026 A 16H00.**

### ARTICLE 3 : LES MODALITES D'ORGANISATION DU SCRUTIN

Les représentants des personnels et des usagers des conseils cités à l'article 1 sont élus au scrutin de liste à un tour à la proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage. Chaque électeur vote pour une liste de candidats.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul siège à pourvoir pour un collège déterminé dans le cadre d'un renouvellement partiel, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Cette élection est organisée **sous la forme exclusive d'un vote électronique** qui respecte les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment **la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.**

Le vote par correspondance n'est pas autorisé.

Les procurations ne sont pas autorisées.

### ARTICLE 4 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE VOTE ELECTRONIQUE

Le système de vote électronique mis en œuvre par le prestataire de vote respecte les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, smartphone) sans aucun téléchargement d'une application quelconque.
- Le système de vote envoie un e-mail qui comportera le mot de passe de l'électeur et l'URL permettant d'accéder à la page de connexion. Sur cette page web, pour se connecter, l'électeur pourra saisir son identifiant qui sera un identifiant interne à l'université (n° matricule SIHAM pour les personnels et N°INE pour les étudiants), le mot de passe reçu par mail et la réponse à la question défi. La question « défi » non triviale est constituée d'une combinaison du jour, mois et département de naissance ;
- Chaque électeur recevra au moins quinze jours avant le premier jour du scrutin une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales ;
- *Via* le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins : listes de candidats, profession de foi et composition des bureaux de vote ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux candidatures lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran selon un ordre aléatoire à chaque connexion à la plateforme de vote. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son intention de vote. Celle-ci apparaîtra clairement à l'écran avant validation et pourra être modifiée avant validation. La validation rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression du suffrage exprimé ;
- Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment ;
- L'émargement fait l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.
- Un centre d'appels téléphonique est accessible par un numéro vert, chargé de répondre aux questions des électeurs pendant toute la période de vote sera mis en place ;

- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants et/ou mots de passe, sera mise en place.

Le système de vote électronique fera l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties prévues par le code général de la fonction publique est confiée à la société ITEKIA.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES D'ACCES AU VOTE POUR LES ELECTEURS NE DISPOSANT PAS D'UN POSTE INFORMATIQUE**

Dans l'hypothèse où un électeur ne disposerait pas d'un poste informatique, il sera mis à sa disposition un ou plusieurs postes informatiques dédiés en libre-service dans des conditions assurant la confidentialité du vote. La durée de mise à disposition est de la durée du scrutin.

L'accessibilité au matériel sera celle des périodes d'ouverture du service responsable de la surveillance du poste informatique concerné.

L'électeur pourra se faire assister pour voter par un électeur de son choix.

La localisation et les horaires d'accès de ces postes dédiés seront portés à la connaissance des électeurs au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin.

#### **ARTICLE 6 : BUREAU DE VOTE**

Il est créé un bureau de vote par composante et un bureau de vote centralisateur pour l'ensemble des scrutins. Chaque bureau de vote est composé d'un président et d'un secrétaire désignés par le président de l'université. Les bureaux de vote comprennent également un délégué de liste désigné par chacune des listes candidates.

Le rôle du bureau de vote centralisateur est de :

- Procéder aux opérations de scellement et de dépouillement.
- Se prononcer sur les difficultés qui s'élèvent touchant des opérations électorales.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Les membres des bureaux de vote bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique utilisé.

La composition nominative des bureaux de vote sera précisée par arrêté ultérieur.

#### **ARTICLE 7 : CLES DE CHIFFREMENT**

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins 2 clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de liste.

Chaque clé est attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qu'ils ont seules connaissances du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

La répartition des clés de chiffrement se fait dans le respect des règles suivantes :

- Au moins 3 clés de chiffrement sont éditées et attribuées aux délégués de liste (par tirage au sort au début de la réunion de scellement).
- Au moins une clé est attribuée au président du bureau de vote et son représentant.

Une séance de répartition des clés de chiffrement et de scellement des urnes aura lieu le **mardi 31 mars 2026** (l'horaire sera précisé ultérieurement).

## ARTICLE 8 : LISTES ELECTORALES ET CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure pas sur les listes électorales.

La composition des collèges électoraux est présentée en **annexe n°1** du présent arrêté.

Les conditions d'exercice du droit de suffrage sont fixées par les articles D. 719-7 et suivants du code de l'éducation (**cf. annexe n°2**)

Nul ne peut exercer plus de deux fois son droit de vote pour l'élection des conseils d'unités.

Les listes électorales sont arrêtées par le président. Elles sont publiées au plus tard le **jeudi 12 mars 2026** et peuvent être consultées :

1. Sur l'espace intranet de chaque composante concernée.
2. Au près de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles de l'université (site de la DOUA - Bâtiment MUDD- 1<sup>er</sup> étage).

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office sur les listes électorales des électeurs dont l'inscription est soumise à une demande de leur part.

Toute personne remplissant les conditions pour être inscrite d'office qui constaterait que son nom ne figure pas sur les listes électorales peut demander à faire procéder à son **inscription jusqu'à la veille de la réunion de scellement des urnes selon les modalités définies en annexe n°3** du présent arrêté.

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part devront en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la date de la réunion de scellement des urnes, soit **au plus tard le jeudi 26 mars 2026**, dans les conditions prévues à **l'annexe n°3** du présent arrêté.

Les demandes d'inscription ou de rectification des listes électorales s'effectuent par l'envoi d'un formulaire prévu à cet effet par courriel à l'adresse électronique dédiée aux élections : [daji.listes.electorales@univ-lyon1.fr](mailto:daji.listes.electorales@univ-lyon1.fr).

## ARTICLE 9 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET CANDIDATURES

Sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Le dépôt des candidatures, dont les modalités sont présentées en **annexe n°4** du présent arrêté, est obligatoire. Il se déroule à compter de la publication du présent arrêté **jusqu'au vendredi 20 mars 2026 à 12h00**.

En cas d'inéligibilité d'un candidat, le comité électoral consultatif sera consulté pour avis au plus tard **le vendredi 20 mars après-midi**. Le cas échéant, le délégué de liste en sera informé et il lui sera demandé qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum d'un jour franc à compter de cette demande. A l'expiration de ce délai, les listes qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées à l'article D. 719-22 du code de l'éducation seront rejetées.

Les listes de candidats seront affichées (par ordre alphabétique des listes) dans les locaux universitaires et accessibles sur le site de vote au plus tard **le lundi 23 mars 2026**.

## ARTICLE 10 : PROPAGANDE ELECTORALE

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats.

La propagande est autorisée à compter de la publication du présent arrêté, y compris le jour du scrutin. Cependant, elle est interdite pendant toute la durée du scrutin dans les lieux où sont installés les postes informatiques dédiés.

Avant la date de publication des candidatures recevables, les candidats potentiels et les listes de candidats potentiels assurent la diffusion de leur propagande électorale **par leurs propres moyens**.

La propagande électorale ne doit pas occasionner de trouble ou d'interruption de service.

### **Affichage et tractage**

L'affichage s'exerce dans le respect des dispositions du règlement intérieur de l'université. L'affichage relatif aux élections est autorisé sur les panneaux spécifiques Tout affichage sauvage est interdit.

### **Réservation de salles**

Les candidats et personnels souhaitant participer à la campagne peuvent tenir des réunions publiques au sein de l'établissement.

La mise à disposition des salles n'est possible qu'en fonction de leur disponibilité, sous réserve du respect des règles de sécurité, du fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et des horaires d'ouverture et de fermeture des locaux.

### **ARTICLE 11 : DEPOUILLEMENT**

Aucun résultat ne sera accessible pendant le déroulement du scrutin.

A la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

Les opérations de dépouillement sont publiques et organisées par visioconférence **jeudi 2 avril 2026** (l'horaire sera précisé ultérieurement).

Le dépouillement sera actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du bureau désignés conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Le décompte des voix obtenues par chaque liste apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Il est rappelé que tout électeur peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats.

Le procès-verbal de dépouillement sont transmis au Président du bureau de vote et au Président de l'Université qui proclamera les résultats.

## ARTICLE 12 : PROCLAMATION DES RESULTATS

Les résultats sont proclamés par le président de l'université **au plus tard le lundi 6 avril 2026.**

## ARTICLE 13 : MODALITES DE RECOURS CONTRE LES ELECTIONS

Tout électeur peut invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif compétent.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

La commission de contrôle des opérations électorales assure les missions qui lui sont confiées par l'article D. 719-39 du code de l'éducation.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Les recours sont portés auprès du Président de la commission de contrôle des opérations électorales à l'adresse suivante :

*Monsieur ou Madame le Président de la CCOE,  
Secrétariat du tribunal administratif de Lyon,  
184 Rue Duguesclin,  
69003, LYON*

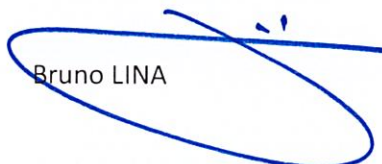
Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

## ARTICLE 12 : EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Les directeurs et directeurs administratifs des composantes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui tient lieu de convocation des collèges électoraux et sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et sur les espaces intranet des composantes concernées.

Fait à Villeurbanne, le 04 mars 2026,

Le Président de l'Université,

  
Bruno LINA

**ANNEXE N°1 : COMPOSITION DES COLLEGES ELECTORAUX**

<b>COLLEGE</b>	<b>COMPOSITION</b>
<b>Collège A</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Professeurs des universités et professeurs des universités associés ou invités ;</li> <li>- Professeurs des universités praticiens hospitaliers et professeurs associés des universités ou invités dans les disciplines médicales ou odontologiques ;</li> <li>- Personnels d'autres corps de l'enseignement supérieur, assimilés aux professeurs par les arrêtés prévus à l'article 6 du décret n°92-70 du 20 janvier 1987 modifié relatif au Conseil national des universités ou à l'article 5 du décret n°87-31 du 20 janvier 1987 modifié relatif au Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ainsi que les enseignants associés ou invités dans certains établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Chercheurs de niveau des directeurs de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public ou reconnu d'utilité publique de recherche ;</li> <li>- Agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche du niveau des personnels mentionnés ci-dessus.</li> <li>- Spécificité pour les électeurs du collège A au sein du département composante GEP, du département-composante informatique et du département-composante mécanique : par dérogation au code de l'éducation, les enseignants-chercheurs affectés à l'UCBL mais rattachés administrativement à une autre composante et qui exercent des fonctions d'enseignement à la date du scrutin au sein du département-composante sont électeurs de droit, sous réserve d'exercer un nombre d'heure d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence sur l'année universitaire.</li> </ul>
<b>Collège B</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les enseignants-chercheurs ou assimilés et les enseignants associés ou invités qui n'appartiennent pas au collège A ;</li> <li>- Les chargés d'enseignement définis à l'article L. 952-1 du code de l'éducation ;</li> <li>- Les autres enseignants ;</li> <li>- Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique de recherche qui n'appartiennent pas au collège A ;</li> <li>- Les personnels scientifiques des bibliothèques ;</li> <li>- Les agents contractuels recrutés en application de l'article L.954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche qui n'appartiennent pas au collège A.</li> <li>- Spécificité pour les électeurs du collège B au sein du département composante GEP, du département-composante informatique et du département-composante mécanique : par dérogation au code de l'éducation, les enseignants-chercheurs affectés à l'UCBL mais rattachés administrativement à une autre composante et qui exercent des fonctions d'enseignement à la date du scrutin au sein du département-composante sont électeurs de droit, sous réserve d'exercer un nombre d'heure</li> </ul>

	d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence sur l'année universitaire.
<b>Collège BIATSS</b>	Les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et de services, les personnels bibliothèques (autres que les personnels scientifiques des bibliothèques) et les personnels des services sociaux et de santé. Il comprend également les membres des corps d'ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche.
<b>Collège usagers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les personnes régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours</li> <li>- Les personnes bénéficiant de la formation continue régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.</li> </ul>

## ANNEXE N°2 : CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

### Sont notamment électeurs et inscrits d'office dans les collèges correspondants :

1. Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement, ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée ;  
Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'un congé pour recherche ou conversion thématique ;  
Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge de service d'enseignement ;
2. Les agents contractuels recrutés par l'établissement pour une durée indéterminée en application de l'article L.954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche **sous réserve qu'ils effectuent dans l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence (64h EQTD), apprécié sur l'année universitaire 2025-2026 ;**
3. Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique, de recherche ainsi que les membres des corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche dans les collèges correspondants, sous réserve qu'ils soient affectés à une unité de recherche listée dans l'annexe du règlement intérieur de l'Université ;
4. Les personnels de recherche contractuels recrutés pour une durée indéterminée exerçant des fonctions d'enseignement ou de recherche **sous réserve que leurs activités d'enseignement soient au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence**, ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L.952-24 du code de l'éducation ;
5. Les personnels scientifiques des bibliothèques, sous réserve d'être affectés en position d'activité dans l'établissement, ou d'y être détachés ou mis à disposition, et de ne pas être en congé de longue durée ;
6. Les personnels titulaires des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS) qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée ;
7. Les agents BIATSS non titulaires sous réserve d'être affectés dans l'établissement et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent, en outre, être en fonctions

dans l'établissement à la date du scrutin pour une durée minimum de dix mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps.

8. **Les étudiants**, régulièrement inscrits en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours pour l'année universitaire 2025-2026 en cours et les personnes bénéficiant de la formation continue, régulièrement inscrite en vue de la préparation d'un diplôme a sein de l'Institut.

#### **Sont notamment électeurs inscrits sur demande dans les collèges correspondants :**

1. Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui ne remplissent pas les conditions prévues au premier alinéa de l'article D.719-9 du Code de l'éducation (qui ne sont pas affectés en position d'activité dans l'établissement, ou qui ne sont ni détachés ni mis à disposition) **mais qui exercent des fonctions à la date du scrutin dans l'établissement, sont électeurs sous réserve qu'ils y effectuent un nombre d'heures d'enseignement au moins égal à 64h EQTD dans l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026 ;**
2. Les autres personnels enseignants non titulaires à savoir les enseignants-chercheurs stagiaires, les personnels recrutés par CDD ou en qualité de vacataire (ATER, chargés d'enseignement vacataires, associés invités, doctorants contractuels, lecteurs et maîtres de langues étrangères...) **sous réserve qu'ils soient en fonctions à la date du scrutin, qu'ils effectuent au moins 64h EQTD dans l'établissement au titre de l'année universitaire 2025-2026 ;**
3. Les personnels de recherche contractuels recrutés pour une durée déterminée **sous réserve que leurs activités d'enseignement soient au moins égales à 64h EQTD au titre de l'année universitaire 2025-2026, ou qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein, conformément aux dispositions de l'article L. 952-24 du code de l'éducation.**
4. **Les auditeurs**, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits et qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants.

#### **ANNEXE N°3 : PROCEDURE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES**

L'inscription sur les listes électorales ne sera effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les personnes qui remplissent les conditions pour être inscrits d'office sur les listes électorales, peuvent présenter des demandes de modification **jusqu'à veille du jour du scrutin et avant la réunion de scellement des urnes.**

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est **subordonnée à une demande** doivent effectuer leur demande d'inscription  **cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, soit au plus tard, jeudi 26 mars 2026.** Dans ce cas, les formulaires de demande d'inscription ou de rectification doivent être **préalablement visés par le directeur de la composante de rattachement du demandeur.**

Les formulaires de demande d'inscription, disponibles en ligne, doivent être adressés dûment complétés par voie électronique à la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI) à l'adresse suivante : [daji.listes.electorales@univ-lyon1.fr](mailto:daji.listes.electorales@univ-lyon1.fr). La DAJI confirmera par retour de mail l'inscription sur la liste électorale appropriée.

#### **ANNEXE N°4 : PROCEDURE DE DEPOT DES CANDIDATURES**

Le dépôt des candidatures est obligatoire.

Seuls peuvent être candidats, au titre d'un collège donné, les électeurs inscrits sur la liste électorale du collège considéré.

## 1) Dossier de candidature

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires mis en ligne sur le site intranet de l'université.

Les dossiers de candidature sont composés des documents suivants :

- Pour les collèges dotés de plusieurs sièges à pourvoir :
  - o Formulaire de liste ;
  - o Déclarations individuelles de candidature. La déclaration individuelle doit être signée en original par chaque candidat.  
Pour les usagers, les déclarations individuelles de candidature doivent être accompagnées d'une photocopie de leur carte étudiante (2025-2026) ou, à défaut, du justificatif de scolarité ;
  - o Profession de foi (facultatif) (1 page recto-verso maximum, format A4, noir et blanc)
  - ① Chaque liste doit désigner un délégué de liste qui est également candidat et qui sera l'interlocuteur des services de l'Université pour les échanges relatifs aux candidatures de la liste. Il représentera la liste au sein du comité électoral consultatif.
  
- Pour les collèges dans lesquels un seul siège est à pourvoir :
  - o Déclaration individuelle de candidature signée en original par le candidat ;
  - o Profession de foi (facultatif) (1 page recto-verso maximum, format A4, noir et blanc)
  - ① Le candidat sera considéré comme « délégué de liste » et participera à ce titre au comité électoral consultatif.

Pour les élections des représentants étudiants, les listes doivent comprendre **au minimum** un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges de titulaires à pourvoir et **au maximum** un nombre de candidats égal au nombre de sièges de titulaire et de suppléants à pourvoir.

Pour les élections des représentants des personnels les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges à pourvoir.

## 2) Délais de modalités de dépôt des candidatures

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires téléchargeables en ligne. Les dossiers de candidatures doivent impérativement être déposés **avant le vendredi 20 mars 2026 à 12h00.**

- Soit auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI), Site de la DOUA, Bâtiment MUDD – 1<sup>er</sup> étage
- Soit par voie électronique à l'adresse [daji.elections@univ-lyon1.fr](mailto:daji.elections@univ-lyon1.fr)

Il est toutefois recommandé de déposer les candidatures **au moins deux jours avant** la date limite prévue afin de pouvoir régulariser celles-ci en cas d'irrecevabilité (ex : inéligibilité d'un candidat).

Le dépositaire de la candidature se verra remettre un accusé de réception qui ne constitue pas une validation de la candidature, mais qui atteste qu'elle a été déposée en temps utile.

## 3) Constitution des listes de candidature

Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

Pour l'élection des représentants des personnels, les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges à pourvoir.

Pour l'élection des représentants des usagers, les listes doivent comprendre un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre de sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir.

Chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe, hors le cas de la formalité impossible (il appartient aux délégués des listes concernées de faire la démonstration qu'ils ont fait toute diligence pour constituer des listes alternées sans résultat).

**Arrêté n° 034-2026-DSI-016 portant délégation de signature  
POLYTECH**

**LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE,**

*Vu le Code de l'Éducation notamment ses articles L.712-2 ; L.713-1 ; L.713-4 ; L.713-9 ; L.714-1 ; L.714-2 ; L.953-2 ;*

*Vu les statuts de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;*

*Vu l'arrêté de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 3 juillet 2025 portant nomination de M. Jean-Baptiste POURET, en qualité de directeur de l'École polytechnique universitaire de l'université Lyon-1 ;*

*Vu le procès-verbal du 20 mars 2025 proclamant l'élection de M. Bruno LINA en qualité de Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,*

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à **M. Jean-Baptiste POURET**, directeur de POLYTECH, à l'effet de signer les actes administratifs, établis par POLYTECH dans les domaines suivants :

• **1.1. En matière de marchés publics :**

1.1.1. En l'absence de marchés contractés par l'Université, les contrats de fournitures et de services jusqu'à 90.000€ HT dans le respect du règlement intérieur des marchés publics de l'université.

• **1.2. En matière de scolarité et de vie universitaire :**

1.2.1. Tous les actes, décisions, certificats, procès-verbaux et documents de toute nature relatifs aux candidatures, à l'inscription et à la scolarité des étudiants relevant de la composante, à l'exclusion des diplômes ;

1.2.2. Les conventions de stages concernant les étudiants de la composante et les conventions d'accueil en stage dans les services de la composante ou les laboratoires rattachés à la composante.

• **1.3. En matière de gestion de personnels :**

1.3.1. Les convocations et ordres de mission concernant les personnels de POLYTECH pour les missions en France et au sein de l'Union Européenne. Il est rappelé que sont exclus de la présente délégation : les déplacements à l'étranger (hors Union Européenne) et les ordres de mission permanents ;

1.3.2. Les certificats de prise en charge accident du travail ;

1.3.3. Les états de frais de déplacements temporaires des personnes extérieures intervenant pour le compte de POLYTECH.

- **1.4. En matière de partenariats :**

1.4.1. Les conventions d'occupation précaire de locaux au sein d'organismes extérieurs ;

1.4.2. Les contrats de parrainage relatifs au forum entreprises organisé par POLYTECH.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Baptiste POURET, directeur de POLYTECH, délégation est donnée à **Mme Fabienne OUDIN**, adjointe au directeur, à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean Baptiste-POURET, directeur de POLYTECH et de Mme Fabienne OUDIN, adjointe au directeur, délégation est donnée à **M. Thierry CLOPEAU**, adjoint au directeur, à l'effet de signer les actes mentionnés au point 1.2.2 de l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Baptiste POURET, directeur de POLYTECH, de Mme Fabienne OUDIN, adjointe au directeur et de M. Thierry CLOPEAU, adjoint au directeur, **M. Fabien MIEYVILLE** reçoit délégation de signature pour signer les actes mentionnés à l'article 1.3.1 et 1.3.3 sur le périmètre du site de Roanne.

**Article 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-Baptiste POURET directeur de POLYTECH, de Mme Fabienne OUDIN, adjointe au directeur et de M. Thierry CLOPEAU, adjoint au directeur, délégation est donnée à **Mme Blandine TEZENAS du MONTCEL**, directrice administrative par intérim, à l'effet de signer les actes définis à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exception de ceux mentionnés au point 1.2.



**Article 6** : L'arrêté n° 255-2025-DSIè171 est abrogé. Les dispositions de la présente décision prendront fin, sauf modifications, au plus tard à la fin du mandat du président ou en cas de changement de fonction du délégataire.

**Article 7** : La Directrice Générale des Services de l'Université est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par tout moyen susceptible d'en assurer la plus large diffusion et notamment au bulletin des actes administratifs de l'Université. Cet arrêté sera transmis à Mme la Rectrice, Chancelière des universités.

Villeurbanne, le 04 mars 2026,

Le Président de l'Université

Bruno LINA



UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD  
LYON 1  
PRÉSIDENCE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa publication.